

FORCES ARMEES BURUNDAISES = FORCES REBELLES =
FORCES ANTI-DEMOCRATIQUES.

LE PEUPLE N'EN VEUT PLUS.

Les forces armées dites "Burundaises" constituent une bande de criminels sous l'étiquette officielle au lieu d'être un corps du service de l'Etat, du Gouvernement et de la Nation.

C'est une bande dont la composition, la formation politique et le comportement amènent le peuple à se révolter et à réclamer sa dissolution et la mise en place d'une nouvelle armée véritablement nationale avec objectif et mission de toute armée moderne aux attitudes et morale de l'ère démocratique.

Dissequons cette armée en deux points avant de conclure par l'attitude du peuple et le désarmement :

1. DE LA COMPOSITION ET FORMATION POLITIQUE DE L'ARMEE,
2. DU COMPORTEMENT DE L'ARMEE.

A. DE LA COMPOSITION ET FORMATION POLITIQUE DE L'ARMEE.

Depuis l'arrivée au pouvoir du Capitaine Michel MICOMBERO en Novembre 1966, une politique délibérée a été mise sur pied en matière de recrutement, de la conscientisation et d'exclusion dans l'armée Burundaise.

En matière de recrutement, le régime MICOMBERO aura brillé dans la formation de l'armée actuelle. Tout a été fait pour que seuls les jeunes garçons TUTSI originaires de la région de Bururi qui comprenait autrefois le Province de Bururi et Makamba entrent dans l'armée.

Pour cacher à l'opinion cette manière de procéder le régime a introduit quelques éléments TUTSI en provenance d'autres régions comme Muramvya, Jenda et autres. Ce recrutement des TUTSI d'ailleurs aura aussi pour but de compléter l'effectif qui ne pouvait entièrement venir de Bururi, sans oublier que les équipes chargées de recrutement devaient privilégier les régions connaissant des agglomérations plus ou moins importantes des TUTSI. C'est ainsi que les communes de Gisozi, Bisoro, Rusaka, Mugongo-manga et Mukike ont été des enfants chers après l'ancienne Province de Bururi.

Cette exclusion dans la composition de l'armée sera parachevée par les différentes épurations de tous les éléments HUTU de l'armée en 1965, en 1969 et plus particulièrement en 1972 où tous les militaires : hommes de troupes, sous-officiers et officiers HUTU seront exterminés systématiquement.

Des éléments TUTSI officiers originaires d'autres régions seront aussi écartés en 1971 et 1972 avec le fameux complot NTUNGUMBURANYI, RUSIGA et autres.

Cet état de chose restera jusqu'au dernier recrutement parce que le régime BAGAZA au lieu de corriger renforcera cette politique et le dernier président TUTSI HIMA de Bururi le Major BUYOYA n'entreprendra rien dans ce domaine jusqu'en 1988 où avec les massacres de NTEGA et MARANGARA l'opinion nationale et internationale exigea la révision de certaines choses et d'où naîtra la fameuse politique d'Unité Nationale ainsi que une politique de recrutement permettant depuis 1989 l'entrée à l'armée des éléments HUTU au niveau des hommes de troupe.

En plus de cette composition mono-éthnique et mono-régionale, l'armée aura brillé dans sa conscientisation anti-hutu. Les militaires dès leur incorporation dans l'armée recevaient une leçon de morale dont l'essentiel était centré sur la haine ethnique.

Dans la tête de tout soldat burundais l'ennemi numéro un est un HUTU et restera et reste celui-là jusqu'aujourd'hui, ce qui a précipitamment conduit à l'assassinat par la dite armée du premier Président HUTU Son Excellence Melchior NDADAYE.

B. DU COMPORTEMENT DE L'ARMÉE.

L'armée burundaise s'est toujours comportée comme une bande de rebelles contre toute revendication légitime du peuple, contre tout changement dans la gestion de l'Etat, contre toute initiative visant la justice sociale etc...

Dissequons le comportement de cette armée selon les périodes qui ont entouré le processus démocratique dans le pays.

1. DU COMPORTEMENT DE L'ARMÉE DURANT LA PERIODE AVANT LES ELECTIONS DE JUIN 1993.

Alors que l'opinion nationale et internationale était sensibilisée sur le processus de démocratisation dans le pays et que des forces politiques se préparaient pour la compétition électorale, la hiérarchie militaire s'eventuait à prendre position en faveur de l'ancien parti unique au pouvoir, l'UPRONA. Procédant par des déclarations officielles à l'intimidation par déploiement des forces en passant par le passage à tabas des militants encadreur des partis de l'opposition en faveur du changement, l'armée burundaise s'est investie activement dans le combat politique pendant la période qui a précédé la campagne électorale.

C'est ainsi que le Colonel MIBARURWA Michel, à l'époque Chef d'Etat Major Général de l'Armée prendra position en faveur de l'UPRONA au cours des fêtes de l'armée et des voeux De nouvel an.

C'est dans la même ligne que les commandants d'Unité de l'armée et de la gendarmerie et d'autres militaires tiendront des séances dans les bistrotts et autres endroits de rencontre dans lesquelles ils prenaient position contre tel ou tel parti de l'opposition principalement les partis politiques dont les représentants légaux sont HUTU ou dont l'initiative de création revient à un HUTU.

Ce sera le comportement du Commandant de District de NGOZI, le Major BATUNGWANAYO, du Commandant De Brigade RUMONGE à l'époque le Commandant MBONYINGINGO, du Commandant du Ier Bataillon des Parachitistes à l'époque Major NZUNOGERA, du Commandant du 11è Bataillon Blindé le Lieutenant Colonel GIRUKWIGOMBA Pancras etc...

Pendant la campagne présidentielle le Haut Commandement de l'Armée, constatant que leur Candidat Pierre BUYOYA n'était pas accueilli par la population comme son adversaire le Président NDADAYE Melchior, a entrepris des actions d'intimidation et de persuasion de la population.

En effet malgré les discours de diabolisation du PARTI SAHWANYA-FRODEBU initiés et prononcées par des grands tenors De l'UPRONA comme MAYUGI Nicolas, KADEGE Aphonse, NGEZE François, BARANYURETSE Libère, RUKINGAMA Luc, par tous les Ministres du Gouvernement SIBOMANA Adrien, par tous les Gouverneurs de province et presque tous les Administrateurs communaux, la population répondait massivement aux meetings de campagne de feu Président NDADAYE Melchior. Les tenors de l'UPRONA initièrent en collaboration avec le haut commandement de l'armée une stratégie visant à persuader la population que le changement du pouvoir allait provoquer une crise semblable aux événements 1972 qui emportant toute l'élite HUTU produisant ainsi un grand nombre d'orphélins, de veufs et veuves dans les familles HUTU. C'est ainsi que l'armée qui s'est spécialisée dans les événements de 1972 fut choisie pour appuyer, par son déploiement, les discours et thèmes de campagne de l'UPRONA.

Partout où le Candidat BUYOYA Pierre de l'UPRONA n'était pas accueilli avec antousiasme par la population des militaires y étaient déployés en grand nombre avec des engins et canons connus pour leur efficacité dans les massacres de 1972 et de 1988.

Ce fut principalement le cas dans la région du Nord du pays : Bubanza, Cibitoke, Ngozi, Kayanza, Kirundo, Muyinga et Bujumbura Rural.

En plus de leur démonstration de maniement des armes les mêmes militaires montraient les trois doigts constituant le signe distinctif de Parti UPRONA du Candidat Pierre Buyoya et montraient en même temps les canons de leurs fusils aux militants qui leur répondaient avec le poing signe distinctif du parti SAHWANYA-FRODEBU.

2. DU COMPORTEMENT DE L'ARMEE APRES LA VICTOIRE DU PRESIDENT NDADAYE ET DU FRODEBU.

Dès la proclamation des résultats provisoires des élections présidentielles du 1er juin 1993, des manifestations contre la victoire d'un HUTU de l'opposition NDADAYE Melchior furent organisés à Bujumbura par l'élite TUTSI à laquelle les jeunes étudiants de même ethnie furent associés. Leurs slogans étaient centrés sur l'affirmation selon laquelle les élections avaient été éthnisées comme si le candidat TUTSI Pierre Buyoya n'appartenait à aucune ethnie.

C'est à ce moment que l'armée burundaise a commencé à manifester son opposition contre l'accession au pouvoir d'un HUTU issu des forces du changement.

Les officiers supérieurs et subalternes de l'armée révaliseront dans les déclarations contre la direction du pays par un pouvoir autre que celui qui avait caractérisé les 27 ans du régime militaire TUTSI HIMA de Bururi.

C'est ainsi que les officiers : le Lieutenant Colonel MIBARURWA Michel, Chef d'Etat Major des forces armées à l'époque, Le Lieutenant Colonel NIMUBONA Gervais ancien Gouverneur de la Province KAYANZA0 sous le règne de BUYOYA et ancien Consul du Burundi à Bukavu sous le même régime et ancien Administrateur de la Sûreté sous la règle de BAGAZA, Le Colonel NENGERI qui brilla par les massacres de 1988 à NTEGA et MARANGARA, Le Colonel MAREGAREGE, ancien Ministre de la Défense sous BUYOYA, Le Colonel NINGABA Sylvestre alias SININGI, anciens Chef de Cabinet de BUYOYA, Major BUSOKOZA, Major BUKASA et autres hauts officiers déclarèrent publiquement au Mess des Officiers que le nouveau pouvoir ne durera que trois mois tout au plus.

Il est vrai que les mêmes déclarations revenaient souvent dans les bouches des anciens ministres sous BUYOYA comme BARARUNYERETSE Libère, KADEGE Alphonse, NDARUZANIYE Gamaliel, MBONYINGINGO Jean-Bosco, RUDARAGI Didace et des cadres de direction des Parti UPRONA et de la JRR, mouvement intégré à ce parti, comme MIKAZA Diomède, MUKASI Charles, MADIRISHA Juvénal, BIRABUZA André, RUKANKAMA Jean, HORUMPENDE et autres, mais ceux-ci comptaient sur un coup de force envisagé par eux mais exécuté non pas par eux-mêmes mais par les militaires.

Ces déclarations furent matérialisées pour la première fois le 3 juillet 1993 par un coup de force tenté pour arrêter la procédure en cours d'investiture du Président NDADAYE qui avait gagné les élections le 1er Juin 1993.

La matérialisation réussie des déclarations fut celle du 21 octobre 1993 dont les actes emportèrent les vies chères aux Barundi de Melchior NDADAYE et de ses principaux proches collaborateurs :

KARIBWAMI Pontien , le vaillant qui avait osé affronter la machine répressive et redoutable du pouvoir UPRONA : Président de l'Assemblée Nationale,

Gilles BIMAZUBUTE, le courageux et démocrate TUTSI qui avait tout dénoncé des régimes dictatoriaux et tribalo-terroristes de MICOMBERO, BAGAZA et BUYOYA : Vice-Président de l'Assemblée Nationale,

Juvénal NDAYIKEZA; le grand stratège de la direction de la campagne présidentielle et législative du Parti SAHWANYA-FRODEBU : Ministre de l'Intérieur et du Développement Communal,

Richard NDIKUMWAMI, grand homme de l'organisation clandestine des renseignements et de la sécurité des dirigeants du Parti SAHWANYA-FRODEBU : Administrateur Général de la Documentation.

La même action criminelle avait été dirigée contre tous les Ministres, Représentants du Peuple et Gouverneurs de Province provenant des rangs du Parti SAHWANYA-FRODEBU, s'ils n'avaient pas fui certains vers les villages des montagnes surplombant la ville de Bujumbura, les autres vers les Ambassades et l'extérieur du pays.

Il est important de rappeler que - d'après NGEZE François qui avait été choisi par les militaires putschistes pour diriger le pays et qui est apparu à la télévision le 22 octobre 1993 toutes les unités de l'armée et de la gendarmerie s'étaient soulevées contre les institutions de l'Etat ; la même affirmation avait été précédemment faite par un officier de l'armée lors qu'il annonçait à la nation l'événement qui sécouait le pays.

3. DU COMPORTEMENT DE L'ARMEE APRES L'ASSASSINAT DU PRESIDENT NDADAYE Melchior.

Le coup d'Etat n'ayant pas atteint le résultat final à savoir la prise effective du pouvoir, les commanditaires du putsch n'ont pas désarmé, ils ont initié un autre plan pour parachever le forfait.

En étroite collaboration avec l'armée certains hommes d'une moralité notoirement peu recommandable comme les NZEYIMANA Joseph, RUGAMBARARA Alphonse, HITIMANA Mathias, NDIKUMASABO Vincent, SINGEJEJE Cyrille, MADIRISHA Juvénal et son fils Willy MADIRISHA, HORUMPENDE, RUKANKAMA Jean, BARARUNYERETSE, KADEGE Aplhonse, NDARUZANIYE Gamaliel, MUKASI Charles et autres ..., organisèrent une opération dite "Ville morte" dont les phases étaient d'abord extermination de tous les HUTU des quartiers de la ville de Bujumbura où ils étaient minoritaires et bruler et piller leurs maisons, ensuite l'opération se poursuivrait dans l'attaque cette fois-ci avec beaucoup de moyens, les quartiers majoritairement HUTU de Kamenge et Kinama.

L'opération qui a débuté dans les quartiers de Musaga, Nyakabiga, Jabe, Mutakura et Cibitoke a complètement réussi parce que tous ces quartiers ne sont habités actuellement par aucun hutu. Ils ont été tués, d'autre ont fui dans les quartiers actuellement cibles des canons et blindés des militaires à savoir Kamenge et Kinama.

Quel a été le comportement de l'armée dans cette opération ?

Si les TUTSI de Musaga, Nyakabiga, Mutakura, Jabe et Cibitoke ont osé et réussi leur opération ce n'est pas parce qu'ils sont numériquement nombreux et physiquement forts dans la Mairie. C'est tout simplement parce qu'ils étaient avec des militaires qui levaient leurs fusils et tiraient lorsque les populations HUTU résistaient. Tout le monde en a été témoin même certains TUTSI le reconnaissent.

En quoi consiste depuis un certain temps l'opération définitive ?

Les populations TUTSI civiles ne pouvant pas marcher devant les militaires pour attaquer les quartiers des HUTU de Kinama et Kamenge, seuls les militaires font l'oeuvre ; ils utilisent les armes les plus sophistiquées à leur disposition. Au moment où ces pages sont en rédaction, des bombardements aux canons des blindés et des orgues de staline sont entrain de détruire les derniers quartiers HUTU ainsi que des montagnes surplombant la ville de Bujumbura.

Le prétexte de ces militaires serait le désarmement de la population. Pourtant il est connu que depuis 1972 des armes à feu ont été distribuées aux TUTSI dans tous le pays et principalement dans la ville de Bujumbura.

La Chiffre officiel connu dépasse 5000 armes à feu détenues par la population TUTSI mais curieusement aucune opération de désarmement n'a été tentée dans ces milieux TUTSI.

L'objectif dans l'attaque des quartiers de Kamenge et Kinama est de parachever le plan d'extermination de la résistance contre la prise du pouvoir par la force commencé depuis le coup d'Etat manqué le 21 octobre 1993.

Les mêmes militaires en collaboration avec les stratèges civils de la prise du pouvoir par la force font régner un climat permanent d'insécurité, de menaces de coup de force qui emporteront tous les dirigeants HUTU et TUTSI du Parti SAHWANYA-FRODEBU.

Le dernier coup d'Etat manqué date du 24 avril 1994 et les mêmes militaires sont entrain de préparer cette fois-ci un coup d'Etat décisif qui passera par un massacre de toute l'élite HUTU et TUTSI militants du Parti SAHWANYA-FRODEBU et des Partis P.P., R.P.B. et P.L. regroupés au sein de ce qu'on a appelé "Les forces du changement".

Le comportement de l'armée ainsi brièvement décrit a obligé la population à organiser sa protection.

C. DE LA REACTION DE LA POPULATION FACE AU COMPORTEMENT DE L'ARMEE

La population burundaise avait cru au soulagement contre l'insécurité, l'injustice, l'exclusion et la dictature qui avaient caractérisé la gestion du pays depuis une trentaine d'années. Elle avait l'espoir dans la victoire des mécanismes démocratiques pour l'accès au pouvoir mais hélas voilà que ceux qui ont eu l'habitude de donner et de retirer le pouvoir par la force n'ont pas accepté que le peuple soit le détenteur souverain du pouvoir.

Oui, ils tueront et détruiront mais ne géreront plus le pays par la force des armes, le peuple s'organise et s'organisera pour combattre les spoliateurs.

En effet depuis que le Premier Président HUTU démocratiquement élu a été sauvagement assassiné par l'armée et que la même armée a organisé la population TUTSI de la Mairie de Bujumbura pour massacrer et piller les populations HUTU, celle-ci a commencé à prendre conscience de l'imminence De l'exécution d'un plan de liquidation de l'élite, la jeunesse instruite et alphabétisée HUTU à l'instar du génocide initié, planifié et exécuté en 1972 par le Lieutenant Colonel Michel MICOMBERO, le Major RWURI Joseph, le Major NDUWINGOMA Samuel, le Lieutenant Colonel NDIKUMANA Gabriel, le Major BUGEGUZA, le Major SHIBURA Albert et autres officiers et civils TUTSI Hima de Bururi comme les SIMBANANIYE, YANDA André, KANUMA Longin.

Effectivement l'imminence était là, la preuve étant l'opération de purification ethnique des quartiers Musaga, Nyakabiga, Jabe, Mutakura et Cibitoke où tous les HUTU furent pourchassés, tués et leurs maisons et biens mobiliers détruits et pillés, laquelle opération s'est dirigée ensuite dans les quartiers où les HUTU rescapés de l'opération de purification avaient fui à savoir Kamenge et Kinama.

Face à cet état de chose, la population HUTU n'avait plus d'autre choix. L'expérience des génocides des années précédentes avait prouvé que la population a été abandonnée à elle-même par la Communauté Internationale qui, en principe, devait réagir devant un crime contre l'humanité.

La population HUTU qui n'avait jamais pensé à s'armer contre l'armée, pourtant danger et ennemi permanent, s'est organisée partout dans le pays principalement en Mairie de Bujumbura parce que cible privilégiée de l'armée. Elle a acheté et appris à manier les armes à feu de toute nature.

Certes la population s'arme contre l'armée TUTSI mais ne s'attaque jamais aux populations civiles TUTSI sauf si elle est amenée à repousser l'offensive des TUTSI comme ceci a été observé à KINAMA et KAMENGE lorsque les TUTSI burundais et rwandais après avoir réussi l'opération de purification dans leurs quartiers de MUTAKURA et CIBITOKÉ, ont décidé de poursuivre les rescapés réfugiés à KINAMA et KAMENGE.

Il y a un principe universel qui reconnaît à chaque homme le droit de se défendre en respectant la proportion et la force de l'attaque. En droit pénal c'est la légitime défense. La population HUTU étant menacée d'extermination par les armes à feu est obligée de se protéger avec les mêmes armes.

Voilà l'explication du phénomène de l'armement de la population et l'opinion Nationale et Internationale est appelée à saisir la justification de ce phénomène ; que personne, sauf si elle est de mauvaise foi, ne tente de concerver autrement l'explication du phénomène de l'armement du peuple. Il a été acculé à le faire et il poursuivra tant que la menace persistera, que ceux qui croient le contraire se désillusionnent.

D. DU DESARMEMENT DE LA POPULATION.

L'armée et les commanditaires des différents massacres et tentatives des putschs ont constaté qu'ils ne pourront plus réussir leurs forfaits parce que la population se dote de plus en plus des moyens de se protéger. Ils ont initié ce qu'ils appellent "désarmement de la population".

Ici deux questions se posent :

- 1) Pourquoi il y a un armement ?
- 2) Qui désarme qui ?

La première question trouve sa réponse dans tout ce qui a été développé dans ce document.

Quant à la deuxième question de savoir qui doit désarmer qui, la réponse est claire. Ce n'est pas l'armée burundaise qui peut faire cette opération. La population s'est armée pour se protéger contre-elle. Qu'elle le sache.

En kirundi il y a un proverbe "Ingwe igutwara igitungawa ikagutanga kuraka".

C'est à dire, le léopard dévore votre chèvre et retourne pour s'attaquer à vous au lieu de l'inverse.

Au Burundi, au vu et au su de tout le monde, l'armée n'a cessé de menacer et de massacrer la population HUTU, maintenant que celle-ci s'organise pour se protéger contre ses actes de barbarie, voilà qu'elle se fache, qu'elle est mécontente.

Chère armée, la conscience est là, quoi que tu feras tu ne pourras plus venir à bout de la population déterminée à te combattre.

Cette population qui te combat aujourd'hui t'a nourri et habillé depuis une trentaine d'années, elle t'a procuré des armes pour que tu la protèges mais tu n'as cessé de les retourner contre-elle.

Ton affaire, tu l'auras voulue et tu ne réussiras pas tes opérations visant à la désarmer.

Si aujourd'hui tu massacres les populations civiles innocentes sous prétextes de désarmement à Kamenge, Kinama et partout ailleurs dans le pays, tu ne réussiras pas, le mouvement est lancé pour que tu sois vaincue définitivement.

En concluant, nous demandons à l'opinion Nationale et Internationale de saisir et de soutenir la réaction de la population, les HUTU comme les TUTSI doivent savoir que l'armement populaire n'est nullement dirigé contre eux.

Surtout les TUTSI doivent comprendre que l'armée qui prétend les protéger est la source de leurs malheurs, qu'ils ne tombent pas dans le piège de leur prétendue armée parce que disons la vérité quand les MICOMBERO, SIMBANANIYE, RWURI, BIZOZA et autres de 1966 à 1976 et les BAGAZA, KAZATSA, NDABANEZE, MANDEVU et autres de 1976 à 1987 organisaient et formaient politiquement et moralement leur armée, ce n'était pas pour assurer la protection des TUTSI. Cela s'est révélé faux. Cette crise qui a débuté le 21 octobre 1993 avec l'assassinat de NDADAYE a emporté des vies humaines innocentes TUTSI dans tout le pays sauf à BURURI chez les MICOMBERO, les BAGAZA et autres.

Chers TUTSI innocents, prenez conscience de vos véritables intérêts et sachez les défendre car l'armée de BIKOMAGU vous trompe, elle sert les intérêts égoïstes des MICOMBERO, RWURI, SIMBANANIYE, et compagnons depuis 1966 et des BAGAZA, NDABANEZE, NIYONKURU, MANDEVU, MBONIMPA, KAZATSA, NYABOYA, NZAMBIMANA, KADOYI et compagnons depuis 1976 ainsi que des BUYOYA, KADEGE, BARARUNYERETSE, NDARUZANIYE, NTAHUGA, NZOBONIMPA Lucien, BUKASA, NINGABA, NIMUBONA et compagnons depuis 1987.

A BON ENTENDEUR SALUT !

La vraie solution durable consistera dans le désarmement total de l'armée burundaise et de la population et puis la formation d'une nouvelle armée avec une nouvelle éthique.

La Communauté Internationale est appelée à prendre sa responsabilité historique.

VIVE LA PAIX DURABLE
VIVE LE BURUNDI POUR TOUS.

Fait à Bujumbura, le 28 avril 1994

POUR LE FRONT NDADAYE Melchior,

RUGAMBA Jean Berchmans.

Jean Berchmans

→ m. l. 3